Capital humain, capital financier et émancipation économique des jeunes adolescentes, Ouganda et Tanzanie

Researchers:

Oriana Bandiera

Niklas Buehren

Robin Burgess

Markus Goldstein

Selim Gulesci

Imran Rasul

Munshi Sulaiman

Sector(s): Éducation, Genre, Santé, Marché du Travail

Location: Uganda

Sample: 120 000 ménages dans 300 villages

Target group: Women and girls

Outcome of interest: Earnings and income HIV/AIDS Empowerment Self-employment Sexual and reproductive health Age of marriage Women's/girls' decision-making Aspirations Age of childbearing Fertility/pregnancy Health outcomes

Intervention type: Coaching and mentoring Information Preventive health Empowerment training Hard skills Vocational training (TVET) Psychosocial support

AEA RCT registration number: AEARCTR-0001558

Research Papers: Intentions to Participate in Adolescent Training Programs: Evidence from Uganda

Partner organization(s): BRAC, Africa Gender Innovation Lab (GIL), Bank Netherlands Partnership Program (BNPP), Gender Action Plan (GAP), Mastercard Foundation, Nike Foundation, UK International Development, International Growth Center (IGC)

Policy issue

Dans les populations les plus pauvres, 6 personnes sur 10 sont des femmes[1], , qui en tant que soutien principal de la famille, supportent une grande part du travail consistant à élever les enfants et à nourrir la famille. Cette tâche est loin d'être aisée et pourtant près de 75% des femmes de la planète n'ont pas accès à des prêts bancaires car soit leur travail n'est pas rémunéré ou pas officiel, soit elles n'ont pas les connaissances financières nécessaires[2]. Émanciper les femmes en les éduquant et en leur apportant une culture financière pourrait les aider à acquérir une plus grande indépendance financière. Celles qui se voient offrir des possibilités de formation durant l'adolescence ont tendance à poursuivre leur éducation par la suite, enrichissant ainsi le capital humain de leur pays et aidant à briser le cercle vicieux de la pauvreté.

Context of the evaluation

En Ouganda, comme en Tanzanie, les femmes sont responsables de l'agriculture de subsistance, en particulier pour nourrir leur famille, ainsi que des tâches domestiques. Pourtant la prise de décision concernant la famille continue à être dévolue aux hommes. En Tanzanie elles sont juridiquement protégées contre la discrimination entre les sexes, mais seuls quelques rares postes à responsabilité sont occupés par des femmes dans les ministères et au sein du gouvernement. En Ouganda, elles souffrent de l'inégalité sociale et du déséquilibre des pouvoirs tendant à les marginaliser et à accentuer leur pauvreté par rapport aux hommes.

Le Programme de Développement des Adolescentes (Adolescent Development Programme ADP) vise à améliorer l'autonomie financière des jeunes filles dans les régions rurales d'Ouganda et de Tanzanie en s'efforçant d'agir sur les traditions sociales telles que le mariage précoce et la pratique de la dote. Offrir à ces adolescentes un enseignement continu et une formation leur permet de prendre des décisions économiques éclairées et de mettre leurs nouvelles compétences au profit de leurs attentes et aspirations pour saisir les occasions qui s'offrent à elles pour acquérir une autonomie financière.



Adolescent girls participate in an outdoors activity in rural Uganda.

Photo credit: Adam Jan Figel, Shutterstock.com

Details of the intervention

Le projet évaluera l'impact du programme ADP dans environ 300 villages dispersés sur tout le territoire ougandais et tanzanien. Le programme est mis en œuvre au niveau des villages et touche toutes les jeunes filles âgées de 14 à 20 ans. L'ADP leur apporte un ensemble de nouvelles compétences et connaissances visant à les émanciper par deux moyens :

1. Création de Centres de Développement des Adolescentes (ADC, Adolescent Development Centers) qui fourniront l'infrastructure et le lieu où seront dispensés des programmes d'enseignement général sur la santé, les techniques permettant de dégager un revenu et les transferts de biens.
2. Formation permettant d'acquérir une culture financière et d'avoir accès au micro-crédit.

Les ADC œuvrent pour l'émancipation des femmes en leur fournissant un espace de développement de leurs connaissances sociales, financières et générales. Chaque ADC reçoit environ 20 à 25 jeunes filles parmi lesquelles deux seront sélectionnées pour être formées au rôle d'AL (Adolescente Leader), lesquelles seront impliquées dans la gestion des activités des ADC et dans le programme de formation.

Les chercheurs s'intéressent aux résultats qui seront obtenus par ces interventions, tels que l'impact sur les revenus d'une activité économique, le contrôle des revenus, la scolarisation et la progression, les comportements à risque, le mariage précoce, le partage des informations entre jeunes femmes, l'aide fournie entre réseaux sociaux et les progrès en matière de capacité d'analyse et de mise à profit d'opportunités économiques et sociales potentielles. Les chercheurs mesureront également la façon dont les attentes et aspirations de ces jeunes filles sont susceptibles de changer, tout comme celles de leurs parents.

Results and policy lessons

Résultats en attente.

[1], Programme de Développement des Nations Unies. « Les faits : L'égalité des sexes et le PNUD ».

https://www.undp.org/content/undp/en/home/publications/fast-facts/FF-gender.pdf, (consulté le 1er septembre 2009)

[2], Centre des Nations Unies pour les colonies humaines, « Communiqué de presse : 100 millions de Sans Abris dans le Monde – la plupart sont des femmes et des enfants dépendants », http://www.un;org/Conferences/habitat/unchs/press/women.htp (Consulté le 1er septembre 2009).

Oriana Bandiera, Niklas Buehren, Robin Burgess, Markus Goldstein, Selim Gulesci, Imran Rasul and Munshi Sulaiman. "Women's Empowerment in Action: Evidence from a Randomized Control Trial in Africa." Working Paper, March 2014. -----Bandiera, Oriana, Robin Burgess, Markus Goldstein, Selim Gulesci, Imran Rasul, and Munshi Sulaiman. 2010. "Intentions to Participate in Adolescent Training Programs: Evidence from Uganda." Journal of European Economic Association 8(2-3): 549-60.